



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

N° 2010/111

ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite*

VU le code de l'environnement et notamment ses titres I^{er} et IV^{ème} du livre V, pour ses parties législative et réglementaire,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n° 1999-224 du 28 juillet 1999 autorisant la MANUFACTURE DE BACCARAT à poursuivre l'exploitation de sa cristallerie sur le territoire de la commune de BACCARAT,

VU l'arrêté préfectoral n° 2002-217 du 2 avril 2002 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1999-224 du 28 juillet 1999 en imposant de nouvelles valeurs limites pour les effluents aqueux,

VU l'arrêté préfectoral n° 2002-256 du 26 septembre 2002 imposant à la MANUFACTURE DE BACCARAT la réalisation d'un bilan des rejets liés à l'utilisation de plus de 10 tonnes de substances toxiques ou cancérogènes, notamment plomb, antimoine et acide fluorhydrique,

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-253 du 8 octobre 2003 imposant à la MANUFACTURE DE BACCARAT la mise en place d'un réseau de surveillance des eaux souterraines,

VU l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2003 imposant à la MANUFACTURE DE BACCARAT un inventaire des substances toxiques dans l'eau,

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-425 du 12 avril 2005 concernant l'installation de refroidissement d'eau par dispersion dans un flux d'air de la MANUFACTURE DE BACCARAT,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009/234 du 13 janvier 2010 autorisant la MANUFACTURE DE BACCARAT à détenir et utiliser des sources radioactives,

VU l'arrêté préfectoral n°2009/172 du 19 janvier 2010 imposant à la MANUFACTURE DE BACCARAT une campagne initiale de recherche de substances dangereuses dans l'eau,

VU le bilan de fonctionnement et ses compléments transmis par la MANUFACTURE DE BACCARAT les 2 juillet 2007 et 8 août 2007,

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine en date du 25 février 2010,

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 3 mai 2010,

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

CONSIDERANT que les activités de fabrication et de travail chimique et mécanique du verre sont susceptibles d'émettre des émissions atmosphériques de métaux toxiques, notamment de plomb,

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à la MANUFACTURE de BACCARAT doivent être fixées au regard des meilleures techniques disponibles,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société MANUFACTURE DE BACCARAT est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une cristallerie, rue des cristalleries à BACCARAT, comprenant les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS APPORTEES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés par le présent arrêté, à compter de la date de notification de ce dernier :

- arrêté préfectoral n° 1999-224 du 28/7/1999 autorisant la MANUFACTURE DE BACCARAT à poursuivre l'exploitation de sa cristallerie ;
- arrêté préfectoral n° 2002-217 du 2/4/2002 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1999-224 du 28/7/1999 en imposant de nouvelles valeurs limites pour les effluents aqueux ;
- arrêté préfectoral n° 2002-256 du 26/9/2002 imposant à la MANUFACTURE DE BACCARAT la réalisation d'un bilan des rejets liés à l'utilisation de plus de 10 tonnes de substances toxiques ou cancérogènes, notamment plomb, antimoine et acide fluorhydrique ;
- arrêté préfectoral n° 2003-253 du 8/10/2003 imposant à la MANUFACTURE DE BACCARAT la mise en place d'un réseau de surveillance des eaux souterraines ;
- arrêté préfectoral du 16/10/2003 imposant à la MANUFACTURE DE BACCARAT un inventaire des substances toxiques dans l'eau ;

- arrêté préfectoral n° 2005-425 du 12/04/2005 concernant l'installation de refroidissement d'eau par dispersion dans un flux d'air de la MANUFACTURE DE BACCARAT.

ARTICLE 1.1.3. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES

N° rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Classement A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)
1111.2	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 20 t	Emploi et stockage de 3000 kg d'acide fluorhydrique	A
1150.3	Substances et préparations particulières : Stockage et emploi de trioxyde d'arsenic, la quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg	Emploi et stockage de 57 kg de trioxyde d'arsenic	A
1150.5	Substances et préparations particulières : Stockage et emploi de composés du nickel sous forme inhalable, la quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1t	Emploi et stockage de 60 kg d'oxyde de nickel en poudre pour la coloration au niveau du four à pot	A
1715	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage)	Détention et utilisation de 4 sources scellées au Césium 137 présentant une activité d'origine totale de 444 GBq, avec $Q = 4,44.10^7$	A
2530.2	Fabrication et travail du verre, la capacité de production des fours de fusion pour les verres autres que sodocalciques supérieure à 500 kg/j.	Fabrication du cristal pour une capacité totale maximale de 13 500 tonnes par an, soit 37 t/j, réparties comme suit : <ul style="list-style-type: none"> - four A : 12,7 t/j ; - four B : 11,3 t/j ; - four C : 9,6 t/j ; - four à pots : 2,5 t/j. 7 arches de réchauffage de 600 kW 16 mouffes de 240 kW	A
2531	Travail chimique du cristal, le volume maximal des produits de traitement étant supérieure à 150 l	Activité de gravure acide , le volume des produits mis en œuvre étant de 7590 litres, répartis ainsi : <ul style="list-style-type: none"> - 6000 litres d'une préparation contenant 70% d'acide sulfurique, 25% d'acide fluorhydrique et 5% d'eau ; - 1350 litres de soude ; - 240 litres de cire. Activité de polissage manuel , le volume des produits mis en œuvre étant de 650 litres d'une préparation contenant 70% d'acide sulfurique, 25% d'acide fluorhydrique et 5% d'eau.	A
2565-2-a	Traitement de surface des métaux mettant en œuvre des procédés utilisant des liquides dont le volume des cuves est supérieur à 1500 l	15 bains de 70 à 960 l, le volume total des cuves de traitement étant de 10 660 litres	A
1172	Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement, très toxiques pour les organismes aquatiques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Stockage de 93 tonnes de substances à phrase de risque R50 et R50/R53, réparties comme suit : <ul style="list-style-type: none"> - 76 tonnes de minium de plomb ; - 16 tonnes de litharge ; - 0,4 tonne d'oxyde de cobalt, de vanadium, de zinc ; - 0,05 tonne de sélénite de zinc 	DC
2524	Atelier de taillage, sciage et polissage de cristal, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 400 kW	Atelier de taillage, sciage, gravage et polissage de cristal, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant de 630 kW	D

2920-2-b	Installations de compression, n'utilisant pas de fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Installations de compression d'une puissance totale de 257,5 kW, répartie comme suit : - 2 compresseurs de 55 kW - 1 compresseur de 75 kW - 1 compresseur de 37 kW - 1 compresseur de 30 kW - 1 compresseur de 5,5 kW	D
2921-1	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé », b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2 000 kW	Une installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, qui n'est pas du type « circuit primaire fermé », sa puissance thermique évacuée maximale étant de 1395 kW	D
1611	Emploi ou stockage d'acide sulfurique à plus de 25%, la quantité totale dans l'installation étant inférieure à 50 t	Quantité maximale d'acide sulfurique à 96% de 30 tonnes	NC
2910-a-2	Installations de combustion, la puissance thermique maximale de l'installation étant inférieure à 2 MW	7 chaudières non raccordables réparties comme suit : potissage acide 1064 kW - conditionnement 913 kW - logistique 264 kW - grands bureaux 277 kW - magasin 588 kW - fletage 32 kW et 464 kW	NC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	1 atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant étant de 5kW	NC

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas encadrées par les prescriptions du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 1.1.4. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement est principalement constitué des bâtiments suivants :

- Le bâtiment fusion, regroupant les fours à bassins, le four à pot, les fours de réchauffage, les arches de cuisson ;
- L'atelier composition regroupant l'unité de composition pour les fours à bassin, et l'unité de composition pour le four à pot ;
- Le bâtiment fletage regroupant les postes de fletage (taille et gravure mécanique du verre) et l'atelier dorure/nickelage ;
- Le bâtiment gravure chimique regroupant les postes de gravure chimique et l'atelier polissage acide ;
- Les ateliers poterie, emballage, maintenance ;
- Les bureaux ;
- L'ancien bâtiment désaffecté (neutralisation) ;
- La station de traitement des effluents liquides provenant de l'établissement.

CHAPITRE 1.2 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.2.1. MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.2.2. CESSATION D'ACTIVITE

Lorsqu'une installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant l'arrêt définitif. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

La notification de l'exploitant indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette au site un usage industriel selon les dispositions des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.3 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent fixées dans les textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
31/03/08	Arrêté ministériel relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
15/01/08	Arrêté ministériel relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
31/01/08	Arrêté ministériel relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
30/06/06	Arrêté ministériel relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées
29/07/05	Arrêté ministériel fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté ministériel fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
30/06/05	Arrêté ministériel relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
30/05/05	Décret n° 2005-635 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
20/04/05	Décret n° 2005-378 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
20/04/05	Arrêté ministériel pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
13/12/04	Arrêté ministériel relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921
29/06/04	Arrêté ministériel relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié
12/03/03	Arrêté ministériel relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale
23/01/97	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
20/08/85	Arrêté ministériel relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées

CHAPITRE 1.4 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir, en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

En particulier, les installations sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 2.1.3. RESERVE DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

ARTICLE 2.1.4. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.1.5. DECLARATION ET RAPPORT D'INCIDENTS OU D'ACCIDENT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

En outre, tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

ARTICLE 2.1.6. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les dossiers de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les études (des dangers et d'impact), bilan des émissions diffuses, recensement des substances dangereuses, et étude foudre notamment,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ces éléments doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 10 années au minimum et pendant toute la durée de vie des installations concernées.

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. En particulier sont captées à la source, canalisées et traitées les émissions :

- des fours (à pots et à bassin) ;
- des ateliers de composition : cristal clair (dit nouvel atelier) et couleur (dit ancien atelier) ;
- de l'atelier de flettage : atelier taille (5 tables aspirantes) et atelier dorure nickelage ;
- de l'atelier polissage acide (postes de gravage acide et polissage acide).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. L'exploitant tient à jour un plan identifiant ceux-ci.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs, à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. PRINCIPAUX CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

	Identification des conduits	Installations raccordées	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
BATIMENT FUSION	Conduit 1	Four A/B	16,3	14240	30
	Conduit 2	Four B Hélix	16,5	2810	15
	Conduit 3	Four C	18	7142	8
	Conduit 4	Four à pots	20	16310	8
ATELIERS DE COMPOSITION	Conduits 5 et 6	Unité de composition pour les fours à bassins	25	840	-
	Conduits 7 et 8	Unité de composition pour le four à pot de préparation	10	6500	-
ATELIER DE POLISSAGE ACIDE	Conduit 9	Tour de Lavage PA 1 N°1	10,5	8100	-
	Conduit 10	Tour de Lavage PA 2 N°2	10,5	15400	-
ATELIER de TRAITEMENT DES METAUX	Conduit 11	Tour de Lavage Dorure	7,4	3660	-
	Conduit 12	Tour de Lavage Nickelage	7,4	5300	-

Le débit des effluents gazeux du bâtiment fusion et de l'atelier de traitement des métaux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

CHAPITRE 3.3 VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'AIR

Article 3.3.1. VALEURS LIMITES EN CONCENTRATIONS

Article 3.3.1.1. Rejets atmosphériques liés à la fusion

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration (instantanée en mg/Nm³), les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Fours à pots	Fours à bassin A, B et C et hottes	Hottes
Concentration en O ₂ de référence	13%	8%	-
Poussières totales	30	30	30
SO ₂	500	500	-
NO _x en équivalent NO ₂	1500	1500	-
HCl	30	30	-
Fluor et composés inorganiques du fluor en HF	5	5	-
Cd	0,05	0,05	0,05
Hg	0,05	0,05	0,05
Tl	0,05	0,05	0,05
Cd + Hg + Tl	0,1	0,1	0,1
As + Co + Ni + Se	1	1	1
Pb	1	1	1
Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V	5	5	5
COV totaux	20	20	-
COV R45, R46, R49, R50, R61 (*)	2	2	-
COV R40 (*)	20	20	-
Formaldéhyde + phénoi	20	20	-
CO	100	100	-
H ₂ S	5	5	-
Amines	5	5	-
HAP	0,1	0,1	-

(*) Ces substances sont remplacées autant que possible par des préparations moins nocives. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement réalisable, l'exploitant justifie le maintien de leur utilisation au regard de données

techniques et économiques mises à jour chaque année. Ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées en annexe du rapport annuel prévu à l'article 9.3.1 du présent arrêté.

Article 3.3.1.2. Rejets atmosphériques liés aux activités hors fusion (sur effluents bruts)

Paramètres	Conduits raccordés aux installations de travail chimique du verre (polissage acide et gravure chimique)	Conduits raccordés aux installations de flettagage (travail mécanique du verre et ateliers de composition)	Conduits raccordés aux installations de traitement de surface des métaux (atelier dorure/nickelage)
Poussières totales	40	40	50
HCl	30	-	30
Fluor et composés inorganiques du fluor en HF	8	-	2
Cd	0,05	0,05	-
Hg	0,05	0,05	-
Tl	0,05	0,05	-
Cd + Hg + Tl	0,5	0,5	-
As + Co + Ni + Se	1	1	-
Pb	1	1	-
Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V	5	5	-
SO ₂	-	-	100
Alcalins (exprimés en OH)	-	-	10
Acidité totale (exprimée en H ⁺)	-	-	0,5
Cr total	-	-	1
Ni	-	-	5
CN	-	-	1
NH ₃	-	-	30

ARTICLE 3.3.2. VALEURS LIMITES EN FLUX DE POLLUANTS REJETES

Article 3.3.2.1. Flux annuels maximaux pour l'établissement

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Pour l'ensemble de l'établissement, les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

PARAMETRES	FLUX LIMITES kg/an
Poussières totales	5 298
SO ₂	151
NO _x en équivalent NO ₂	60 900
HCl	273
Fluor et composés inorganiques du fluor (en HF)	170
Cd	0,6
Hg	10
Tl	6,5
Cd + Hg + Tl	17
As + Co + Ni + Se	17
Pb	152
Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V	955
COV totaux	7 096
COV R45, R46, R49, R50, R61 (*)	710
COV R40 (*)	7 096
Formaldéhyde + phénol	7 096
CO	35 480
H ₂ S	1 774
Amines	1 774
HAP	36

Article 3.3.2.2. Flux spécifiques maximaux pour les activités de fusion

PARAMETRES	Flux spécifique des fours à bassins en kg/tonne de verre	Flux spécifique du four à pot en kg/tonne de verre
Poussières totales	0,4	0,4
SO ₂	1	1
NO _x en équivalent NO ₂	4	2,7
Fluor et composés inorganiques du fluor (en HF)	0,035	0,035
Cd	0,0014	0,0014
Cr	0,035	0,035
Cr VI	0,007	0,007

Co	0,007	0,007
Ni	0,007	0,007
Se	0,007	0,007
Pb	0,035	0,035
V	0,035	0,035

CHAPITRE 3.4 EMISSIONS DIFFUSES

ARTICLE 3.4.1. BILAN DES EMISSIONS DIFFUSES DE L'ETABLISSEMENT

Les émissions diffuses (notamment celles liées aux activités de réchauffage du verre) sont évaluées périodiquement et au moins tous les trois ans. La première campagne de caractérisation de ces émissions (en qualité et en flux) est réalisée dans un délai compatible avec le délai de transmission fixée à l'article 3.4.2. du présent arrêté pour l'évaluation des risques sanitaires résiduels.

ARTICLE 3.4.2. EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES RESIDUELS

L'exploitant effectue une étude déterminant les différentes voies de transfert entre les émissions diffuses (telles que définies à l'article 3.4.1) et canalisées et les cibles pouvant être exposées, ainsi que leur part respective dans l'exposition des dites cibles.

Sur la base de ces éléments et des mesures réalisées dans l'environnement notamment, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une évaluation des risques sanitaires résiduels liés au fonctionnement de son établissement **dans un délai maximal de 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté**. Elle pourra conduire à la réduction des flux fixés à l'article 3.3.2 du présent arrêté.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau	Prélèvement maximal horaire (m ³)	Utilisation
Eau de surface	MEURTHE	60	Eaux de process destinées au refroidissement du cristal, lavage et rinçage du cristal, polissage chimique
Eau souterraine FORAGE 1 X 926104 / Y2392116 / Z 269 m	GRES VOSGIEN EN PARTIE LIBRE	32	- Alimentation des sanitaires de l'usine, des appartements de l'usine, du musée et de ses sanitaires
Eau souterraine FORAGE 2 X 926069 / Y2392151 / Z 268 m	GRES VOSGIEN EN PARTIE LIBRE	32	- Eaux de process destinées au refroidissement du cristal, lavage et rinçage du cristal, polissage chimique

ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT D'EAUX

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

Article 4.1.3.1. Prélèvement Réseau d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les milieux de prélèvement.

Article 4.1.3.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage

4.1.3.2.1 Critères d'implantation et protection des ouvrages de forage

Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage ne doit pas être implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (cuves de stockage de produits toxiques notamment...).

Une surface de 5 m x 5 m sera neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.

4.1.3.2.2 Réalisation et équipement des ouvrages de forage

La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fait sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. La protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprend une dalle de propreté en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile sont indiqués sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Le forage est équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux.

4.1.3.2.3 Abandon provisoire ou définitif d'un ouvrage

L'abandon d'un ouvrage de forage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

▪ Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

▪ Abandon définitif :

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol).

ARTICLE 4.1.4. MESURES D'URGENCE EN CAS DE SITUATION HYDROLOGIQUE CRITIQUE

Article 4.1.4.1. Dispositions générales

L'exploitant met en œuvre les mesures visant la réduction des prélèvements d'eau et/ou les mesures de limitation d'impact des rejets dans le milieu récepteur lors de la survenance d'une situation de vigilance ou d'une situation de crise telles que définies dans l'arrêté cadre du 17 juin 2008.

Article 4.1.4.2. Mesures à mettre en œuvre en cas de dépassement de seuil de vigilance et/ou de crise

Lors du dépassement du seuil de vigilance, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

- Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau,
- Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux,
- Interdiction de laver les véhicules de l'établissement,
- Interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire,
- Report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau,
- Interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau,
- Interdiction de fonctionnement en circuit ouvert des équipements aéroréfrigérants visés à la rubrique 2921, même en cas de dépassement des concentrations de 1 000 et 100 000 UFC/l, sauf autorisation explicite du préfet,
- Mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents.

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, sous un délai de 1 semaine à compter du dépassement du seuil de vigilance, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :

- Les débits de prélèvements *effectifs* en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvements *autorisés* par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
- Le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement),
- Le delta de T° entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces T°,
- Le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site,
- Le débit en marche dégradée,
- Le débit de sécurité si existant,
- La période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple ...

Les quantités seront données en m³/jour ou m³/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.

L'exploitant propose dans son rapport, d'une part, des mesures de réduction de consommation d'eau et, d'autre part, des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil de crise.

Lors du dépassement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil de vigilance : outre les mesures déjà mises en place en raison du dépassement du seuil de vigilance, il met en œuvre les mesures proposées dans le rapport établi suite au dépassement du seuil de vigilance et toutes celles qui pourraient lui être demandées par le Préfet. Ces mesures pourront être mises en œuvre graduellement en fonction de la gravité de la situation.

Article 4.1.4.3. Communication des mesures mises en œuvre à l'inspection des installations

L'exploitant accuse réception à l'inspection des installations classées de l'information de déclenchement d'une situation de vigilance ou d'une situation de crise par le Préfet et confirme la mise en œuvre des mesures prévues à l'article 4.1.4.2. ci-dessus.

Un bilan environnemental sur l'application des mesures prises sera établi par l'exploitant après chaque arrêt de situation de vigilance. Il portera un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets et sera adressé à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au chapitre 4.3 ou non conforme à ses dispositions est interdit. En particulier, les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes, à l'exception des canalisations du circuit d'acides qui sont enterrées : ces deux canalisations de transport des acides sont enveloppées, équipées d'une double enveloppe à écoulement libre dans les bacs de rétention.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS , OUVRAGES DE TRAITEMENT ET CARACTERISTIQUES DES REJETS AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION ET COLLECTE DES EFFLUENTS

L'établissement produit les différentes catégories d'effluents suivants :

- les purges des eaux de refroidissement ;
- les effluents des installations de travail chimique du verre (atelier à froid notamment) ;
- les effluents des installations de dorure/nickelage ;
- les eaux pluviales ;
- les eaux usées d'origine domestique.

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

ARTICLE 4.3.2. ETUDE DE SEPARATION DES RESEAUX

L'exploitant réalise une étude technico-économique portant sur la séparation des réseaux de collecte des effluents, notamment ceux destinés aux eaux pluviales et aux diverses catégories d'eaux polluées. Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées **dans un délai maximal de 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté.**

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

Les installations de traitement des effluents liquides industriels sont composées :

- de deux bassins de décantation des effluents provenant des installations de travail chimique du verre ;
- d'une station de neutralisation pour les effluents acides ;
- des stations de prétraitement de l'atelier de taille
- d'une lagune ;
- de deux filtres à sable.

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adaptée. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre spécifique. Est annexé à ce registre, une fiche d'enregistrement des incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, ainsi que les dispositions prises pour y remédier. Les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé sont joints.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents aqueux générés par l'établissement aboutissent au point de rejet suivant :

Situation du point de rejet vers le milieu récepteur	RIVE DROITE de la Meurthe, 170 m en amont du Pont de Clénahan
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	X 925,773 / Y 2392, 345
Nature des effluents	Eaux industrielles
Débit maximal journalier (m³/j)	2000
Débit maximum horaire (m³/h)	100
Exutoire du rejet	milieu naturel
Traitement avant rejet	physico-chimique/décantation
Milieu naturel récepteur	MEURTHE

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Article 4.3.6.2. Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs, à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.6.3. Equipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, et disposent d'enregistrement.

ARTICLE 4.3.7. CARACTERISTIQUES GENERALES DU REJET A LA MEURTHE

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 28°C.
- pH : compris entre 5,5 et 8,5.
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EFFLUENTS AQUEUX INDUSTRIELS AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètre	Débit Moyen journalier : 900 m3/j	
	Concentration moyenne journalière (mg/l) sauf *	Flux maximal journalier (kg/j)
MEST	35	31,5
DBO5	30	27
DCO	125	112,5
Azote global	30*	37
Azote Kjeldahl	10	9
Phosphore total	0,3	0,27
Indice phénol	0,3	0,27
Arsenic et ses composés	0,5	0,45
Chrome VI et ses composés	0,1	0,09
Plomb et ses composés	1	0,9
Cadmium et ses composés	0,05	0,045
Cuivre et ses composés	0,5	0,45
Chrome et ses composés	0,5	0,45
Mercurie et ses composés	0,05	0,045
Nickel et ses composés	0,5	0,45
Zinc et ses composés	0,5	0,45
Etain et ses composés	1	0,9
Fer, aluminium et leurs composés	5	4,5
Composés organiques halogénés	1	0,9
Hydrocarbures totaux	10	5
Fluor et ses composés	4	1,8
Antimoine et ses composés	0,3	0,27
Baryum	3	2,7
Acide borique	3	2,7

* en concentration moyenne mensuelle pondérée suivant les débits

TITRE 5 - DECHETS

ARTICLE 5.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

En particulier :

- Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.
- Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).
- Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.
- Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.
- Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES D'ENTREPOSAGE DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.3. PRINCIPAUX DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et dans le strict respect du principe de proximité édicté à l'article L. 541-1 de ce même code. En particulier, l'exploitant est en mesure de justifier que le transport de ses déchets est organisé de façon à être limité en volume et distance.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Code déchets	Nature des déchets	Production annuelle estimée en t	Filière
10 11 05*	Poussières de plomb	40	Installation de stockage de déchets dangereux
10 11 09*	Résidus de composition du cristal	60	Installation de stockage de déchets dangereux
10 11 12	Groisil	1000	Valorisation
10 11 13*	Boues de décantation du polissage acide	100	Installation de traitement de déchets dangereux
10 11 13*	Boues de décantation de l'atelier à froid (blanc de taille)	100	Installation de traitement de déchets dangereux
10 11 17*	Boues de décantation de l'atelier dorure nickelage	0,3	Installation de traitement de déchets dangereux
10 11 99*	Boues de curage de la lagune	120	Installation de stockage de déchets dangereux
10 11 99*	Boues de curage de la station de neutralisation	2000	Valorisation énergétique
10 12 08*	Pots de fusion usés	25	Installation de stockage de déchets dangereux

ARTICLE 5.1.4. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatifs au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou sol-dienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf. ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux sonores mesurés en limite de propriété ne doivent pas dépasser les valeurs maximales ci-dessous :

PERIODES	PERIODE DE JOUR OUVRABLE Allant de 7h à 20h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE INTERMEDIAIRE Allant de 6h à 7h, et 20h à 22h (ainsi que dimanches et jours fériés de 6h à 22h)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 6h,
Niveau sonore limite admissible	60 dB(A)	55 dB(A)	50 dB(A)

ARTICLE 6.2.3. CONTROLES

L'inspection des installations classées peut demander des contrôles des niveaux sonores résultant de l'activité en période d'exploitation en tant que de besoin. Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitant.

En vue de vérifier le respect des dispositions fixées au chapitre 6.2 du présent arrêté, l'exploitant fera réaliser par un organisme compétent indépendant une campagne de mesures des bruits émis par son établissement **6 mois après la date de notification du présent arrêté**. Le compte-rendu de ces mesures est adressé par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation, accompagné de ses commentaires sur les éventuels écarts constatés et les actions menées ou prévues pour y remédier.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur sont constamment tenus à jour. Sont annexées à cet inventaire les fiches techniques et sécurité de tous les produits chimiques utilisés dans l'établissement.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.1.2. ZONAGES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour et à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.

CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.2.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré de 3h à 21h en semaine. Il est complété par un dispositif de vidéosurveillance fonctionnant en permanence aux entrées de l'usine. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance sont effectuées suivant une consigne établie par l'exploitant qui définit la nature et la fréquence des contrôles.

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. En particulier, la vitesse de circulation est limitée à 15 km/h dans l'usine. Cette vitesse est clairement indiquée aux entrées de l'usine.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

ARTICLE 7.2.2. BATIMENTS ET LOCAUX

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

ARTICLE 7.2.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

ARTICLE 7.2.4. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

L'exploitant doit disposer d'une analyse risque foudre et d'une étude technique, réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 et de la circulaire ministérielle du 24 avril 2008. Les équipements de prévention et/ou protection répondant aux exigences de l'étude technique sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation et font l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES Pouvant PRESENTER DES DANGERS

ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.3.2. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.3.3. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

ARTICLE 7.3.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

En particulier, les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

CHAPITRE 7.4 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.4.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.4.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.4.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.4.4. RESERVOIRS

L'étanchéité des réservoirs associés aux rétentions doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

ARTICLE 7.4.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.4.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.4.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

En particulier, les transferts de produit dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

ARTICLE 7.4.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.5 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.5.1. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.2. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.
Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

ARTICLE 7.5.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'exploitant dispose a minima d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et constitué par :

- des canalisations de 100 mm de diamètre, capables de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 65 m³ /h pendant 2 heures avec une pression en sortie de 1,5 bar minimum ;
- 11 prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de 24 robinets d'incendie armés ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklers) au magasin de produits finis, grands bureaux, local archives papiers, local autocom, local système gestion informatique, poste électrique Normal / Secours ;
- d'un système de détection automatique d'incendie implanté dans les ateliers de production à froid, local collage, local boîtes, armoires électriques de commande des machines importantes.

L'établissement dispose d'une équipe de première d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les

procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.5.5. BASSIN DE CONFINEMENT

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement), ainsi que le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1340 m³ avant rejet vers le milieu naturel.

En temps normal, il est maintenu au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 8.1.1. PREVENTION DE LA LEGIONELLOSE

L'installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respecte les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921. En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella specie* dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme NF T 90-431.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 applicable aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration, l'exploitant fera procéder, en cas de fonctionnement de l'installation, à des prélèvements et analyses pour recherche de *Legionella*, selon la norme NFT 90-431, tous les mois pendant la période allant du 1^{er} juin au 30 septembre.

Les résultats de chaque analyse seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et analyses seront supportés par l'exploitant.

ARTICLE 8.1.2. TRAITEMENT DES METAUX, DORURE, NICKELAGE

Article 8.1.2.1. Implantation et aménagement

Les appareils (fours, cuves, filtres, canalisations, stockages, ...) susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toute nature, ou des sels fondus ou en solution dans l'eau sont construits

conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toute nature ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situés dans l'emplacement à protéger.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons et que les produits incompatibles ne puissent se mêler. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockage, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.2.2. Dispositions générales d'exploitation

Dans l'atelier, toutes les dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insolubles dans le milieu naturel.

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier. Ces consignes spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité,
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport,
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation,
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance,
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine. Ce schéma est présenté à l'inspecteur des installations classées sur sa simple demande.

Article 8.1.2.3. Consommation spécifique en eau de l'activité de traitement de surface

Le système de rinçage de l'atelier est conçu et exploité de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », inférieure à 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de rinçage ;
- les vidanges de cuves de rinçage ;

- les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;
- les vidanges des cuves de traitement ;
- les eaux de lavage des sols de l'atelier.

On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

Article 8.1.2.4. Gestion des eaux résiduelles polluées par l'activité.

Les bains usés, les rinçages morts, les eaux de rinçage des sols et, d'une manière générale, les eaux usées constituent :

- soit des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre V du présent arrêté,
- soit des effluents liquides qui doivent alors être traités dans la station de neutralisation du site, puis rejetés dans la Meurthe après décantation sous réserve du respect des valeurs limites figurant à l'article 4.3.8 du présent arrêté.

Lors de la vidange annuelle des laveurs humides des chaînes de nickelage et dorure, l'exploitant doit procéder à une analyse de ces effluents, après neutralisation, afin de s'assurer qu'ils ne possèdent pas de caractère de toxicité avant rejet dans le bassin de décantation (analyse des éléments suivants : Ni, P, CN⁻, NO₂).

Les résultats de cette analyse sont conservés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Lorsque la mise à sec et le curage de la lagune de décantation sont programmés en même temps que les vidanges, il est interdit de rejeter directement les effluents même neutralisés, dans la Meurthe.

ARTICLE 8.1.3. UTILISATION DU TRIOXYDE D'ARSENIC

Article 8.1.3.1. Implantation et aménagement

Le local de stockage de ces produits est aménagé de telle sorte qu'aucun rejet d'arsenic tant dans l'atmosphère que dans les eaux propres ou usées ne puisse avoir lieu. Il est étanche et constamment fermé à clef.

Le conditionnement des produits contenant de l'arsenic est parfaitement étanche, il se fait dans des tonnelets métalliques facilement maniables pour éviter tout risque de déchirure intempestive.

En cas de déchirure intempestive d'un conditionnement, toutes précautions seront prises pour éviter les risques de contamination, au besoin, il sera fait appel à une société spécialisée dans la décontamination.

Article 8.1.3.2. Dispositions générales d'exploitation

L'exploitation de l'atelier de stockage de l'arsenic et des opérations de préparation du cristal est confiée à une personne responsable nommément désignée.

Les composés arsénieux sont ajoutés en tout dernier lieu dans la préparation du cristal.

L'opération ci-dessus est effectuée par des personnes compétentes, averties des risques encourus et équipées de vêtements protecteurs : gants, masques...

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 9.1.1.1. Principe et objectifs

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 9.1.1.2. Normes applicables

Les prélèvements et analyses sont réalisés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour l'environnement.

ARTICLE 9.1.2. AUTOSURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Article 9.1.2.1. Autosurveillance en permanence des émissions atmosphériques

Une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets de chaque émissaire des fours à bassin, dont le flux en poussières sur effluents bruts est supérieur à 2,5 kg/h, est réalisée à l'aide, par exemple, d'un opacimètre.

Dans le cadre de cette autosurveillance, les valeurs limites sont considérées respectées lorsque les résultats de mesure font apparaître simultanément que :

- aucune concentration moyenne journalière après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (30%) ne dépasse la valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation ;
- 90 % de la série des résultats de mesure après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (30%) ne dépassent pas la valeur limite d'émission et aucun résultat pris individuellement ne dépasse le double de la valeur limite. Ces 90 % sont comptés sur une base hebdomadaire pour les effluents aqueux et sur une base de vingt-quatre heures pour les effluents gazeux.

Article 9.1.2.2. Contrôle par un organisme agréé

Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques est réalisée au moins une fois par an par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement pour l'ensemble des polluants visés au chapitre 3.3. du présent arrêté selon les normes en vigueur, au niveau de chaque exutoire, à l'exception des hottes contrôlées tous les trois ans, sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement de l'installation.

Article 9.1.2.3. Contrôle des légionelles

Conformément aux dispositions de l'article 8.1.1. du présent arrêté, une mesure de la concentration en légionelles dans l'eau du circuit de l'installation de refroidissement est réalisée au moins :

- une fois tous les deux mois sur la période du 1^{er} octobre au 31 mai ;
- une fois tous les mois sur la période du 1^{er} juin au 30 septembre.

ARTICLE 9.1.3. AUTOSURVEILLANCE DES REJETS EAUX

Les débit et pH des effluents aqueux industriels sont mesurés et enregistrés en continu.

Une mesure des concentrations des polluants dans les effluents aqueux est réalisée selon les normes en vigueur au moins une fois :

- par mois pour les paramètres : DCO, MES, plomb, arsenic, fluor et hydrocarbures,
- par semestre pour l'ensemble des polluants et paramètres visés à l'article 4.3.8. du présent arrêté.

ARTICLE 9.1.4. AUTOSURVEILLANCE DE LA GESTION DES DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Un état récapitulatif trimestriel identifie les types de déchets produits, leurs caractéristiques particulières, leur quantité et les filières d'élimination retenues.

ARTICLE 9.1.5. AUTOSURVEILLANCE BRUIT

L'exploitant fera réaliser une mesure des niveaux sonores engendrés par les installations de son établissement dans l'environnement, tous les 3 ans par un organisme compétent afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission fixées aux articles 6.2.1 et 6.2.2 du présent arrêté.

ARTICLE 9.1.6. SURVEILLANCE DES EFFETS DES INSTALLATIONS DANS L'ENVIRONNEMENT

Un plan de surveillance de l'environnement est mis en place par l'exploitant.

Il porte sur :

- l'air ambiant et les retombées atmosphériques sur les sols et les végétaux,
- les sédiments de la Meurthe,
- les eaux souterraines.

L'objectif de cette surveillance dans l'environnement est d'une part d'évaluer le niveau d'impact environnemental des émissions et rejets globaux de l'établissement, et d'autre part d'observer l'amélioration ou la dégradation de la situation en fonction des évolutions apportées aux installations et de leurs conditions de fonctionnement.

Article 9.1.6.1. Surveillance de l'air et des retombées atmosphériques

Le plan de surveillance de l'air ambiant et des retombées atmosphériques (sols et/ou végétaux) comporte au moins 4 stations de surveillance proches de l'usine :

- trois d'entre elles sont placées sous son influence et dans un environnement jugé sensible (zones d'habitation, zones de culture,...) ;
- une station témoin est placée en dehors de l'influence de l'usine.

Une campagne de surveillance de la qualité de l'air et des retombées atmosphériques est réalisée a minima chaque année (à la même période de l'année au printemps) au droit de ces stations de surveillance :

- à compter de 2010, pour la première campagne de surveillance de la qualité de l'air ;
- à compter de 2011, pour la première campagne de surveillance des retombées atmosphériques sur sols et/ou végétaux.

La surveillance porte a minima sur les substances suivantes : poussières, plomb, arsenic, cadmium, chrome, nickel, et zinc, traceurs retenus dans l'étude d'évaluation résiduelle des risques sanitaires réalisée en application de l'article 3.4.2. du présent arrêté ainsi que sur toute autre substance qui serait pertinente pour l'interprétation des résultats.

L'emplacement des stations, le protocole d'échantillonnage, les méthodes d'analyses ainsi que les valeurs de référence considérées sont définis et justifiés par l'exploitant dans une proposition de programme de surveillance :

- Le programme de surveillance de la qualité de l'air est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées dans un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- Le programme de surveillance des retombées atmosphériques (sols et/ou végétaux) est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2010.

Les conditions météorologiques au droit du site (a minima vitesse et direction du vent) sont enregistrées en permanence.

Article 9.1.6.2. Surveillance de la Meurthe

Avant mise en place de la surveillance de la Meurthe, l'exploitant définira précisément les points de prélèvements qui seront retenus. Ces points feront l'objet d'une information de l'inspection des installations classées et seront identiques pour toutes les campagnes annuelles sauf avis contraire de l'inspection des installations classées.

Les effets sur les milieux aquatiques sont suivis par une mesure annuelle à l'amont et l'aval du point de rejet, réalisée dans les sédiments. Elle porte sur les paramètres suivants : plomb, arsenic, chrome, nickel, zinc.

Article 9.1.6.3. Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance des eaux souterraines comporte six puits de contrôle ou piézomètres implantés en amont et en aval du site dans le sens d'écoulement de la nappe, suivant le plan joint en annexe du présent arrêté. Les puits de contrôle ou piézomètres sont implantés comme suit :

N° du piézomètre	Secteur d'implantation	Paramètres recherchés
PZ1	Amont du site	COT, Hydrocarbures totaux, Plomb, Arsenic, Fluorures
PZ2	Secteur d'utilisation de l'acide fluorhydrique	COT, Hydrocarbures totaux, Plomb, Arsenic, Fluorures
PZ3	Secteur composition	COT, Hydrocarbures totaux, Plomb, Arsenic, Fluorures
PZ4	Stockage de FOD	COT, Hydrocarbures totaux, Plomb, Arsenic, Fluorures
PZ6	Secteur du bassin de décantation	COT, Hydrocarbures totaux, Plomb, Arsenic, Fluorures
PZ7	Secteur de la lagune	COT, Hydrocarbures totaux, Plomb, Arsenic, Fluorures

Le relevé du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'échantillons d'eaux pour analyses sont réalisés deux fois par an, en périodes de basses et de hautes eaux de la nappe.

CHAPITRE 9.2 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 9.2.1. SUIVI ET INTERPRETATION DES RESULTATS

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du précédent chapitre, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale de la Meurthe, des eaux souterraines ou des sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.2.2. TRANSMISSION ET CONSERVATION DES RESULTATS

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les résultats des mesures qu'il réalise et leur interprétation selon la fréquence suivante :

- mensuelle pour les contrôles réalisés en application des articles 9.1.2.1, 9.1.2.3 et 9.1.3 du présent arrêté,
- trimestrielle pour les contrôles réalisés en application des articles 9.1.4 du présent arrêté et au plus tard dans le mois qui suit la fin de chaque trimestre calendaire objet de la surveillance,
- semestrielle pour les contrôles réalisés en application de l'article 9.1.6.3. du présent arrêté,
- annuelle pour les contrôles réalisés en application des articles 9.1.2.2, 9.1.6.1. et 9.1.6.2. du présent arrêté et au plus tard le 31 décembre de l'année objet de la surveillance,
- tous les trois ans pour les contrôles réalisés en application de l'article 9.1.5. du présent arrêté.

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 9.1.3. sont saisis sur le site de télé déclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+2.

Les autres résultats sont transmis par courrier **au plus tard deux mois** après réalisation du ou des prélèvements, ou de la campagne de mesures.

Tous les résultats sont accompagnés des commentaires résultant de leur analyse ainsi que de propositions éventuelles d'amélioration.

Ces documents, ainsi que tous les justificatifs de ces résultats, sont conservés 10 ans par l'exploitant.

CHAPITRE 9.3 BILANS PERIODIQUES

ARTICLE 9.3.1. BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL

L'exploitant adresse au Préfet, **au plus tard le 1^{er} mars de chaque année**, un bilan annuel portant sur l'année précédente qui précise pour l'établissement la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet **dans le même délai** par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.3.2. RAPPORT ANNUEL

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Ce rapport présente notamment l'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) et un bilan sur l'utilisation d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.

ARTICLE 9.3.3. BILAN DE FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du Code de l'Environnement. Le prochain bilan sera à fournir à une échéance qui sera notifiée à l'exploitant par courrier préfectoral.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, doit notamment contenir :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation) ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation).

TITRE 10 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 10.1. INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

1. une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de BACCARAT et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

2. un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pour une durée identique.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3. un avis sera inséré par la Préfecture et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10.2. DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

ARTICLE 10.3. RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nancy.

Le délai de recours est de :

- deux mois, à compter de la notification de la décision, pour le demandeur ou l'exploitant,
- quatre ans, à compter de l'affichage ou de la publication, pour les tiers.

Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée (article L 514-6 du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement).

ARTICLE 10.4. EXECUTION DE L'ARRÊTE

M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de LUNEVILLE, MME le maire de BACCARAT, M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à :

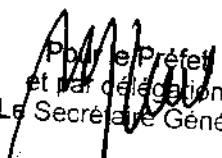
- M. le directeur de la MANUFACTURE DE BACCARAT

et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur général de l'agence régionale de santé,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine – service ressources et milieux naturels.

NANCY, le **25 JUIN 2010**

Le Préfet,


Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE

PREFECTURE
de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

NANCY le 25 JUIN 2010

Pour le Préfet
et par délégation

L'Adjoint Principal, Chef du Bureau

Annie LEBEL

ANNEXE : Plan d'implantation des piézomètres constituant le réseau de surveillance des eaux souterraines

